

Lille, le 25 février 2017

Lettre ouverte à Monsieur le Préfet de la Région

Monsieur le Préfet,

Le collectif solidarité Roms de Lille-Métropole déplore les récentes tentatives de vols à l'arraché survenues sur les berges de la Deûle à la limite de Lille et de Saint-André. Il exprime sa sympathie aux victimes de ces agressions, comme il le fait pour toutes victimes d'actes illégaux ou arbitraires. Il salue la lucidité et la modération des jeunes filles citées dans La Voix du Nord, qui pointent la misère et les conditions de vie désastreuses des habitants des bidonvilles comme première cause de comportements délictueux.

Les faits en question sont imputés à des jeunes habitants des bidonvilles de la rue de Constantine ou de la Poterne, ce qui a motivé votre déplacement sur place la semaine dernière. A cette occasion, vous avez pu constater la totale indignité de ces campements d'infortune. La misère y atteint un niveau que nous ne connaissons nulle part ailleurs dans notre société.

Cette misère est le terreau et le ferment de comportements erratiques, qui peuvent aller jusqu'à la délinquance. Si les faits incriminés doivent être sanctionnés, c'est à l'origine du mal qu'il faut s'attaquer. Depuis plusieurs mois, des membres de notre collectif tentent d'obtenir que les enfants et adolescents de ce bidonville accèdent à la scolarisation, comme le prévoit la loi de notre pays. Malgré un important travail de recensement et d'établissement des documents nécessaires, cette démarche n'a pu aboutir à ce jour. S'il s'avérait que la Ville de Saint-André refuse ces scolarisations, ce serait contraire à la loi.

Les Villes de Lille et de Saint-André vous ont saisi d'une demande d'expulsion de ces campements. On sait aujourd'hui de manière certaine que ces expulsions sans solution n'ont aucun effet sur les problèmes qu'elles sont censées traiter. Au contraire, la dispersion, le surcroît de précarité, le terme brutal des processus d'insertion des populations concernées compliquent considérablement les choses. Les problèmes se reposent rapidement ailleurs, de manière encore plus aigue. Vous-même, Monsieur le Préfet, comme le faisait votre prédécesseur, professez que ces expulsions ne servent à rien, et ne doivent pas avoir lieu, en l'absence de solutions de relocalisation ou de relogement proposées par les Villes.

En l'occurrence, le collectif solidarité Roms de Lille-Métropole vous demande de confirmer cette position. Et tant qu'aucune autre solution ne se présente, de contribuer, par votre autorité, à la scolarisation normale et légale des jeunes habitants de ces bidonvilles.

Nous restons à votre disposition pour tout échange sur la situation des migrants vivant en bidonville dans notre métropole et pour toute recherche de solution à cette situation insoutenable.

Dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet de Région, l'expression de notre considération distinguée.